

LA RUE

REVUE CULTURELLE ET LITTÉRAIRE
D'EXPRESSION ANARCHISTE

MARX :



N° 33/35 F

2^e trimestre 1983

Édité par le groupe libertaire Louise-Michel

Bakounine faisait-il de la politique ?

(Ou : la question de l'État et l'état de
la question)

par **Éric VILAIN**



L'anarchisme est un courant socio-politique d'essence petite-bourgeoise, dont l'individualisme outrancier et le subjectivisme traduisent la protestation de la petite-bourgeoisie contre le développement de la grosse production industrielle qui l'acculait à la ruine.

C'est ainsi que les critiques marxistes autorisés présentent l'anarchisme. Les anarchistes, dit-on encore, se livrent à une négation abstraite de l'État et de toute centralisation.

L'anarchisme repose sur des rêves utopiques qui visent à créer une société sans classe et sans État non grâce à l'action politique de la classe ouvrière mais par une action aussi spontanée qu'aventuriste des masses.

Si, occasionnellement, l'anarchisme a pu se développer, cela est dû au manque de maturité de la classe ouvrière et à son inexpérience de la lutte.

En somme, l'anarchisme est une théorie hostile au prolétariat, qui a de tout temps nui au mouvement ouvrier international :

1. — Parce qu'il remplace la pensée révolutionnaire par la phrase dogmatique.

2. — Parce qu'il remplace la véritable organisation prolétarienne par le sectarisme.

3. — Parce qu'il remplace une tactique réfléchie basée sur une étude lucide des facteurs objectifs par l'aventurisme.

4. — Parce qu'il remplace l'analyse scientifique des lois du développement social par ses rêves utopiques sur la liberté individuelle.

Marx et Engels, "fondateurs et chefs incontestables" de l'A.I.T ont mené une lutte victorieuse contre toutes les variantes de l'anarchisme et particulièrement le bakouninisme.

Les théories de Bakounine représentent, selon les textes marxistes auxquels on se réfère, non pas les intérêts du prolétariat mais ceux de la paysannerie réactionnaire, ou ceux des petits boutiquiers, ou ceux de l'intelligentsia radicalisée (avocats, journalistes, etc.), désorientés par la montée de la lutte des classes. En somme, il y en a pour tout le monde ou presque.

Heureusement, Marx et Engels étaient là. A l'irréalisme, au dogmatisme et aux spéculations des anarchistes, ils opposèrent une analyse concrète des faits, de l'expérience du mouvement ouvrier. Aux phrases révolutionnaires ils opposèrent le "socialisme scientifique".

Voilà, à peine schématisé, l'essentiel de l'argumentation des marxistes contre l'anarchisme. La cible principale de Marx et d'Engels fut évidemment Bakounine, leur contemporain. L'un des principaux reproches qu'ils firent au révolutionnaire russe fut "l'indifférentisme en matière politique".

Dans une lettre à Louis Pio du 7 mars 1872, Engels dit en parlant des militants bakouniniens :

"Ces messieurs réclament l'abstention totale toute action politique, en particulier la non-participation à toutes les élections..."

Marx, de son côté, croit résumer le point de vue de Bakounine en disant :

"La classe ouvrière ne doit pas faire de *politique*. Sa tâche se borne à s'organiser en syndicats. Un beau jour, avec l'aide de l'Internationale, ils supplanteront tous les États existants".

Et Marx conclut:

“Cet âne n’a même pas compris que tout mouvement de classe comme tel est nécessairement un mouvement politique et l’a toujours été”. (Lettre à Lafargue, 19 avril 1870)

On pourrait multiplier les textes de cette veine, où les réductions simplistes abondent. La position de Bakounine sur l’action politique ne se limite évidemment pas à ce qu’en ont dit Engels et Marx, point de vue qui est celui de nombreux auteurs marxistes qui semblent se fonder sur ce qu’en disent les créateurs du “socialisme scientifique” pour économiser la lecture de Bakounine.

Tel paraît être le point de vue de Maximilien Rubel, qui pourtant s’efforce de présenter Marx — en le dissociant d’Engels — comme un théoricien de l’anarchisme. Dans le recueil de ses articles intitulé *Marx, critique du marxisme* (Payot), Rubel endosse totalement l’image caricaturale que se font les sectaires de Marx qui n’ont jamais pris la peine de lire Bakounine : il est romantique et conspirateur (p. 40), animé d’une “passion destructrice” (p. 57), messianiste anti-occidental (p. 157), partisan du “geste individuel de révolte” (p. 430).

Le fait qu’un auteur, dont l’honnêteté intellectuelle est aussi reconnue que Maximilien Rubel, puisse verser dans le schématisme le plus bas quand il s’agit de l’action politique de Bakounine, est révélateur de la méconnaissance dans laquelle se trouve le grand révolutionnaire russe.

BAKOUNINE ET LA POLITIQUE

En fait, sur cette question de l'action politique, il faut distinguer deux choses :

1° L'opportunité d'inscrire dans les statuts de l'A.I.T. un programme politique ou des objectifs politiques quels qu'ils soient ;

2° Le problème de l'action politique et de la conquête du pouvoir d'une façon générale.

L'un des textes où Bakounine expose le plus clairement son point de vue est *Écrits contre Marx* (1872). L'Internationale, y dit-il, ne doit pas intégrer dans son programme officiel et obligatoire les questions politiques et philosophiques. Se référant aux Considérants du congrès de Genève qui stipulaient que "l'émancipation économique des travailleurs est le grand but auquel doit être subordonné tout mouvement politique", Bakounine estime que cette phrase décisive a "brisé les liens qui tenaient enchaîné le prolétariat à la politique bourgeoise". Le courant marxiste au contraire considérait que la conquête du pouvoir politique était la condition préalable de l'émancipation économique des travailleurs et que ce point devait être inscrit dans les statuts de l'A.I.T. Entre ces deux tendances, disait Bakounine, "il existe la même différence, le même abîme qu'entre le prolétariat et la bourgeoisie".

Les démocrates socialistes d'Allemagne, en préconisant une stratégie électoraliste, ont "attaché le prolétariat à la remorque de la bourgeoisie", car ce mouvement politique ne peut être dirigé que par des bourgeois ou, ce qui est pire encore, par des "ouvriers transformés par leur ambition ou par leur vanité en bourgeois". La classe ouvrière deviendra ainsi un instrument aveugle dans la lutte entre différentes fractions de la bourgeoisie pour la conquête du pouvoir.

Regardez, dit Bakounine, ce qui se passe en Allemagne et en Suisse, là où prévaut le programme marxiste : l'Internationale est "descendue au point de n'être plus qu'une sorte de boîte électorale au profit des bourgeois radicaux". ("Le bourgeois radical, dit Marx [...] accepte théoriquement la négation de la propriété foncière privée qu'il voudrait transformer en propriété de la classe bourgeoise sous la forme de la propriété d'État". Marx, *Théorie sur la plus-value*, cité par M. Rubel)

Selon Bakounine, le rejet des questions politiques et philosophiques du programme officiel de l'A.I.T. n'implique pas que le rôle de l'A.I.T. se réduit aux revendications économiques. Au contraire Bakounine affirme un principe fondamental, celui de la liberté la plus absolue de la propagande politique et philosophique.

"L'Internationale n'admet pas de *censure* ni de vérité officielle au nom de laquelle on pourrait exercer cette censure ; elle ne les admet pas, parce que jamais jusqu'ici elle ne s'était posée ni en Église ni en État, et c'est précisément parce qu'elle ne l'a pas fait que par la rapidité incroyable de son extension et de son développement elle a pu étonner le monde". (*Écrits contre Marx*).

Absence de programme officiel et obligatoire, liberté des débats politiques sont donc les deux conditions du développement de l'A.I.T. comme organisation de masse.

"En éliminant de son programme tous les principes politiques et philosophiques, non comme objets de discussion et d'étude mais en tant que principes obligatoires, il (le congrès de Genève) a fondé la puissance de notre Association". (*Ibidem*).

L'organisation prolétarienne doit être capable "d'entraîner dans son sein et d'embrasser et d'organiser l'immense majorité du prolétariat de tous les pays de l'Europe et de l'Amérique". Recrutement de masse sur un programme minimum : Bakounine préconise une stratégie d'unification du prolétariat international dans une organisation unique sur la base de ce qui unit les travailleurs, non de ce qui les divise.

"Seul un programme excessivement général, c'est-à-dire indéterminé et vague, peut le faire, car toute détermination en théorie correspond fatalement à une exclusion, à une élimination en pratique". (*Ibidem*)

En effet, comment espérer que les travailleurs de tous les pays, qui se trouvent dans des conditions extrêmement différentes de culture, de développement économique, puissent "s'atteler au joug d'un programme politique uniforme" ?

Si on doit introduire un programme politique dans l'A.I.T., il ne peut n'y en avoir qu'un seul. Sinon "il y aurait autant d'Internationales qu'il y a de programmes différents". Il faudra donc imposer un programme bureaucratiquement. C'est précisément ce qui s'est passé au congrès de La Haye.

"Puisque l'unité de l'action politique est reconnue nécessaire, ne pouvant espérer de la voir sortir librement de l'entente spontanée des fédérations et sections des différents pays, il a fallu la leur imposer." (*Ibidem*).

Bakounine retourne donc contre Marx et Engels les accusations de sectarisme qu'ils ont formulées contre lui. En voulant imposer une politique et une philosophie officielles à une organisation de masse dont la fonction ne pouvait être *dans un premier temps* que le regroupement du plus grand

nombre de travailleurs sur la base de la défense de leurs intérêts matériels, c'est Marx-Engels qui ont réduit l'A.I.T. à l'état de secte.

Cependant à aucun moment Bakounine ne préconise par principe l'absence d'action politique. S'il s'oppose à ce que l'A.I.T. ait un programme politique, une philosophie officielle, c'est pour des raisons tactiques. Au lieu de mettre l'accent sur l'unité *idéologique* de l'organisation de masse des travailleurs, Bakounine insiste sur l'unité *organisationnelle*, condition de sa puissance numérique face à l'ennemi de classe.

On peut dire que sur cette question, Marx a un point de vue foncièrement idéaliste, Bakounine, au contraire, considère l'action révolutionnaire selon une dialectique en trois mouvements :

1. — Le prolétariat accède à la conscience de classe avec “la compréhension réelle et vivante de ses maux réel”. (*Protestation de l'Alliance*)

2. — Il s'éduque par l'action organisée contre le capital “qui convainc tous les ouvriers de la façon la plus saisissante et directe de la nécessité d'une organisation rigoureuse pour atteindre la victoire”. (*Œuvres, L'Alliance révolutionnaire internationale de la social-démocratie, édition Maximoff, p. 384.*)

3. — Par la liberté du débat politique dans l'organisation et par expérience des luttes, le prolétariat construira alors “son unité réelle, économique d'abord, et ensuite nécessairement politique”. (*Écrits contre Marx*).

C'est alors que pourra se constituer ce que Bakounine appelle “la grande politique de l'Internationale”, émanée non d'une tête isolée et savante mais de l'action collective des travailleurs de tous les pays.

Contrairement aux doctrinaires malades d'unité formelle, la liberté d'action et de pensée au sein de l'Internationale n'est

pas à craindre car l'unité réelle du prolétariat ne se trouve pas "dans les idées philosophiques et politiques du jour", elle se trouve dans les conditions matérielles d'existence des travailleurs. L'unité "se trouve toute donnée par la solidarité des souffrances, des intérêts, des besoins et des aspirations réelles du prolétariat du monde entier. Cette solidarité n'est point à créer, elle existe dans le fait ; elle constitue la vie propre, l'expérience quotidienne du monde ouvrier, et tout ce qui reste à faire c'est de la lui faire connaître et de l'aider à s'organiser consciemment".

Démentant les accusations de radicalisme utopique, Bakounine expose également les *limites* d'une organisation comme l'A.I.T. C'est une grande faute, dit-il, que de demander à une institution plus qu'elle ne peut donner. En allant au-delà de ses limites, on risque la démoralisation, la mort. Ainsi en va-t-il de l'A.I.T. qui a organisé le prolétariat pour la lutte économique. Mais, dit Bakounine: "Est-ce une raison pour espérer qu'on pourra se servir d'elle comme d'un instrument pour la lutte politique ?" C'est ce que Marx avait espéré et il a tué la poule aux œufs d'or.

Alors que Marx voulait transformer les fédérations de l'A.I.T. en partis nationaux pour mener une politique électorale, introduisant ainsi les germes de scissions dans l'organisation, Bakounine entendait conserver à ces fédérations le caractère unitaire d'organisations de lutte économique. Dans un manuscrit cité par Max Nettlau et reproduit dans *Bakounine et la liberté*, choix de textes (Pauvert), Bakounine expose que l'Internationale "prépare les éléments de l'organisation révolutionnaire, mais elle ne l'accomplit pas". Elle organise la lutte publique et légale des travailleurs, elle fait la "propagande théorique des idées socialistes" mais elle ne va pas au-delà. L'Internationale est un milieu nécessaire et favorable à cette organisation, "mais elle n'est pas encore cette organisation".

En attendant que les travailleurs parviennent à une maturité suffisante, les révolutionnaires doivent s'organiser en noyaux "composés des membres les plus sûrs, les plus dévoués, les plus intelligents et les plus énergiques". Ce noyau de révolutionnaires a évidemment une fonction *politique* : il doit impulser les travailleurs à l'organisation et non jouer le rôle "d'un ingénieur en chef de la révolution".

"Si les questions politiques et philosophiques n'avaient pas été posées dans l'Internationale, dit Bakounine, c'est le prolétariat lui-même qui les aurait posées. L'apparente contradiction entre l'exclusion des questions politiques et philosophiques du programme de l'Internationale et la nécessité d'en discuter, se résout par la liberté. C'est l'existence d'une théorie officielle qui tuerait, en la rendant absolument inutile, la discussion vivante, c'est-à-dire le développement de la pensée propre du mouvement ouvrier." (*La Politique de l'Internationale.*)

En résumé, on peut dire que :

1. — Bakounine ne s'oppose pas au principe de l'action politique, il s'oppose pour des raisons tactiques à l'imposition d'un programme officiel et obligatoire dans l'A.I.T.

2. — Bakounine met l'accent sur l'unité et le développement organisationnel, laissant à chaque fédération et section la liberté de déterminer ses options politiques.

3. — La seule condition obligatoire, "la loi suprême et pour ainsi dire unique", c'est la solidarité de classe.

4. — Si ces trois conditions sont remplies, le développement naturel de la lutte des classes conduira nécessairement à l'élaboration d'une politique générale de l'Association.

UNE POLITIQUE “NÉGATIVE”

Bakounine va s’efforcer de démontrer que l’idée selon laquelle la pensée propre du mouvement ouvrier se développe avec l’expérience de la lutte n’est pas une vue de l’esprit.

Si les travailleurs adhèrent à l’A.I.T. en premier lieu dans un but éminemment pratique : celui de la défense de leurs intérêts matériels, ils se placent par ce seul fait “sous un double aspect, dans une situation très décisivement, mais aussi très négativement, politique”. En effet l’adhésion des travailleurs à l’Internationale : 1° remet en cause la politique internationale des États ainsi que le fanatisme patriotique ; 2° accroît la séparation des classes et place le prolétariat en dehors du jeu politique des partis de l’État. C’est là, dit Bakounine, “une position politique toute déterminée”. Mais c’est une position politique *négative*, alors que les démocrates socialistes d’Allemagne entraînent le prolétariat vers “une coopération *positive* à la politique des bourgeois”.

Il n’est pas possible de comprendre ces deux notions sans faire référence à la formation hégélienne de Bakounine. “La contradiction, dit Hegel, est la racine de tout mouvement et de toute vie ; c’est seulement en tant qu’une chose a une contradiction en elle-même qu’elle se meut, qu’elle a une impulsion et une activité”. (*Grande Logique, livre II*).

La dialectique hégélienne est fondée sur cette notion de contradiction. Le premier terme de la contradiction est l’affirmation ou principe positif, qui est un élément conservateur et dont l’existence même suscite l’élément antagonique, le principe négatif. C’est lui l’élément actif puisqu’il établit la contradiction, puisque, dit Hegel : “Une chose est vivante seulement en tant qu’elle contient en soi la contradiction”. (*Ibid.*).

Pour les hégéliens de gauche le principe négatif sera le principe révolutionnaire de la contradiction. L’existence d’un

des termes implique l'existence de l'autre, ils ne peuvent s'annuler. La contradiction dialectique se résout par le dépassement des deux termes et par la constitution d'une nouvelle unité, la négation de la négation ou synthèse.

Si on devait chercher un fondement philosophique dans l'opposition entre Bakounine et Marx, c'est ici qu'elle se trouverait : dans l'interprétation que font l'un et l'autre de la synthèse dialectique, qui est sensiblement différente. Mais ce n'est pas le sujet.

La politique positive est celle qui participe au jeu des institutions du système dominant. C'est en cela que la "coopération positive à la politique des bourgeois" est une trahison des intérêts de la classe ouvrière. Cette politique est définie comme "l'institution et les rapports mutuels des États". Elle a pour objet "d'assurer aux classes gouvernantes l'exploitation légale du prolétariat". Il en résulte que "du moment que le prolétariat veut s'émanciper, il est forcé de prendre en considération la politique, pour la combattre et la renverser".

La destruction de l'État c'est aussi la destruction de la politique, c'est même *l'acte politique suprême*, pourrait-on dire. L'action politique révolutionnaire est l'action négative (au sens hégélien), celle qui conduit à la négation du politique, accomplie par la classe qui est la négation de la bourgeoisie, le prolétariat.

"L'Internationale, en mettant ainsi le prolétariat en dehors de la politique des États et du monde bourgeois, constitue un monde nouveau, le monde du prolétariat solidaire de tous les pays. Ce monde est celui de l'avenir".
(*Écrits contre Marx*).

De ce monde nouveau, le prolétariat est "l'héritier légitime, mais en même temps le démolisseur et l'enterreur de toutes les

civilisations historiques privilégiées, et comme telles complètement épuisées et condamnées à mourir”.

La rupture de classe préconisée par Bakounine est fondée ni sur une action minoritaire, sectaire, ni sur un acte “pan-destructeur” et négatif au sens “vulgaire” comme Marx fait semblant de le croire :

“Par leur nature même, les sectes formées par ces initiateurs¹ sont abstentionnistes, étrangères à toute action réelle, à la politique, aux grèves, aux coalitions, en un mot à tout mouvement d’ensemble”. (*Marx, Les Prétendues Scissions dans l’Internationale*).

Au contraire, Bakounine fonde sa politique négative sur des bases extrêmement “positives”:

1. — La solidarité matérielle des travailleurs au plan international.

2. — L’organisation internationale des corps de métiers sur des bases fédéralistes.

3. — Le développement libre des idées philosophiques et politiques dans l’Internationale.

Bakounine ne reproche donc pas aux marxistes et aux lassalliens de faire de la politique, il leur reproche de faire de “la politique positive” (au sens de la dialectique hégélienne) c’est-à-dire conservatrice, bourgeoise, électoraliste. D’ailleurs, Bakounine n’avait pas le seul exemple de la social-démocratie allemande sous les yeux puisque certains proudhoniens préconisaient la lutte électorale pour “conquérir les pouvoirs publics”. Tolain, un des fondateurs de l’A.I.T., et Langlois, après la Commune de Paris, ont montré ce que pouvait donner le parlementarisme ouvrier.

¹ Il s’agit de ceux qui formèrent des sectes socialistes et qui furent les précurseurs de l’organisation du mouvement ouvrier.

Dans la critique bakouninienne, cependant, Marx et Lassalle ne peuvent être confondus car ce serait oublier les critiques que Marx et Engels ont formulé contre le parti allemand.

Bakounine attribuera parfois abusivement à Marx des positions prises par les socialistes allemands, ou assimilera sans nuances les points de vue de Lassalle à ceux de Marx. Cependant le fond du débat sur la stratégie parlementaire reste le même, car les critiques de Marx se réduisent en définitive à reprocher aux différents socialistes allemands de mal appliquer cette stratégie.

Or, pour Bakounine l'action parlementaire est une voie d'intégration à la société bourgeoise plus qu'une voie de contestation. Qui dit parlementarisme dit alliances politiques, compromis tactiques et affaiblissement de l'organisation ouvrière.

“La théorie des communistes autoritaires et de l'autoritarisme scientifique attire et englué ses partisans, sous prétexte de tactique, dans des compromis incessants avec les gouvernements et les différents partis politiques bourgeois, c'est-à-dire les pousse directement dans le camp de la réaction”. (*Étatisme et anarchie*).

Cette mise en garde se retrouve à travers toute l'œuvre de Bakounine. Dans un texte écrit trois ans avant sa mort et qui peut être considéré comme son testament politique, Bakounine dit :

“En prenant part à la lutte des partis politiques sous les formes bourgeoises qu'elle revêt, le plus grand danger que courent les travailleurs c'est d'être obligés d'abandonner leur programme et de se laisser prendre à la dialectique creuse et purement formelle des discoureurs parlementaires”. (*Où aller et que faire ?*).

Dans une lettre du 5 novembre 1872 au journal suisse *La Liberté*, Bakounine mentionne l'influence de la Révolution française sur la conception que les marxistes se font de la révolution prolétarienne. Or, dit Bakounine, quand la bourgeoisie a renversé la monarchie, elle a partagé avec la noblesse déchue la "domination et l'exploitation des travailleurs tant des villes que des campagnes". Dans le schéma marxiste, le prolétariat des villes est appelé à "détrôner la classe bourgeoise, à l'absorber et à partager avec elle la domination et l'exploitation du prolétariat des campagnes, ce dernier paria de l'histoire".

On en arrive rapidement à l'idée d'un "pacte politique" entre la bourgeoisie radicale et la minorité embourgeoisée du prolétariat urbain. Tel est, dit Bakounine, le vrai sens des candidatures ouvrières aux parlements des États existants et celui de la conquête du pouvoir politique par la classe ouvrière.

C'est dans une note à cette lettre du 5 novembre 1872 à *La Liberté* que l'avertissement de Bakounine contre les pratiques électoralistes est le plus actuel. Le système marxien pense qu'en rétrécissant le programme socialiste pour le faire accepter par les bourgeois radicaux, il sera possible de transformer ces derniers en serviteurs inconscients de la révolution.

"C'est là une grande erreur ; toutes les expériences de l'histoire nous démontrent qu'une alliance conclue entre deux partis différents tourne toujours au profit du parti le plus rétrograde ; cette alliance affaiblit nécessairement le parti le plus avancé, en amoindrissant, en faussant son programme, en détruisant sa force morale, sa confiance en lui-même."

Des années 30 aux années 70 de ce XIX^e siècle — en somme de l'hégélianisme de gauche au socialisme — la société

capitaliste et le mouvement ouvrier ont subi une profonde mutation. La phase du capitalisme décrite par Marx dans le *Manifeste*, écrit en 1848, est celle de l'accumulation primitive, et se caractérise par une destruction extrêmement violente de l'ancien mode de production fondé sur l'artisanat et la manufacture. Le caractère apocalyptique des textes socialistes de l'époque reflète l'horreur devant ce phénomène monstrueux dont tout le monde, y compris Bakounine, prédisait la disparition imminente.

A partir des années 1850 cette phase du capitalisme s'atténue. Le prolétariat s'adapte et s'organise pour devenir, à partir de l'écrasement de la Commune de Paris, une force qui effraie la bourgeoisie ; mais en même temps il finit par espérer obtenir le maximum d'avantages par la participation au jeu politique bourgeois. Ce qui fera dire à Engels en 1895:

“L'ironie du sort met tout sens dessus dessous. Nous, les “révolutionnaires”, les “chambardeurs”, nous prospérons beaucoup mieux par les moyens légaux que par les moyens illégaux et le chambardement.” (*Introduction à la lutte des classes en France*, 1985).

Pourquoi se priver d'utiliser les moyens dont nous disposons s'ils peuvent permettre au mouvement ouvrier d'avancer ? Commentant les élections politiques de 1877, Engels déclare : “C'est une bonne chose de commettre tous les trois ans le péché mortel d'aller voter.” (*La Plèbe*, 26.2.1877).

Faisant le même bilan pour le *Labor Standard* de New York, Engels dira que “les gens ont commencé à se demander eux-mêmes et entre eux pourquoi, en vertu d'un stupide dogmatisme, ils devraient renoncer à employer les vrais moyens d'action qui s'étaient prouvés les plus efficaces de tous”.

L'expérience historique d'un siècle de parlementarisme ouvrier aidant, on situe mieux les illusions d'Engels, lorsque, dans l'article mentionné pour *la Plèbe*, il expose que "au moins la moitié sinon davantage" des électeurs de gauche a passé deux ou trois ans sous les armes et sait fort bien manier le fusil et le canon. Encore quelques années, ajoute Engels, et "les trois quarts de l'armée de guerre seront avec nous, ce qui permettra de désorganiser totalement le système officiel et de rendre impossible toute guerre offensive..."

BAKOUNINE, MARX, ENGELS, L'ÉTAT

En dernière analyse, les divergences entre Bakounine et Marx reposent sur une opposition fondamentale sur la nature de l'État, et c'est cette opposition qui fournit la clé du débat.

Dans la préface de 1870 de *la Guerre des paysans*, Engels dit une chose curieuse : en Allemagne le capitalisme depuis 1848 s'est développé de façon fantastique. Or "comment est-il donc possible que cette bourgeoisie n'ait pas conquis aussi le pouvoir politique et qu'elle se conduise d'une manière aussi lâche vis-à-vis du gouvernement ?"

Bakounine avait fait la même constatation :

"L'Allemagne depuis 1830 nous a présenté et continue de nous présenter le tableau étrange d'un pays où les intérêts de la bourgeoisie prédominent, mais où la puissance politique n'appartient pas à la bourgeoisie, mais à la monarchie absolue..." (*Trois conférences aux internationalistes de Sonvillier*).

En Angleterre, où le capitalisme s'est développé depuis beaucoup plus longtemps, la bourgeoisie, dit encore Engels, "n'a pu faire entrer au gouvernement son représentant, Bright,

qu'au moyen d'une extension du droit électoral, qui par la suite (croit Engels) devra mettre fin à toute domination bourgeoise”.

En France, enfin : “La bourgeoisie comme telle — classe en général — n'a tenu le pouvoir dans ses mains que deux années sous la république, en 1849 et 1850, et ne put prolonger son existence qu'en cédant le pouvoir politique à Louis Bonaparte...”.

Et Engels conclut que la bourgeoisie au cours de son développement arrive à un moment à partir duquel “tout accroissement ultérieur de ses moyens de domination, à savoir en premier lieu ses capitaux, ne fait que contribuer à la rendre de plus en plus inapte à l'exercice du pouvoir politique”.

En somme, la classe dominante ne détient pas directement le pouvoir politique. Marx et Engels ont certes expliqué ce phénomène : il y a des périodes où les classes en lutte paraissent s'équilibrer et où en conséquence le pouvoir d'État acquiert une certaine indépendance. C'est ce qu'ils appellent le bonapartisme.

Dans le *Manifeste*, l'État est défini tout autrement. On y apprend que “la bourgeoisie a réussi à conquérir de haute lutte le pouvoir politique exclusif dans l'État représentatif moderne”, et que “le gouvernement moderne n'est qu'un comité qui gère les affaires communes de toute la classe bourgeoise”.

Engels confirme cette définition dans une lettre à Théodore Cuno du 24 janvier 1872. Il y critique (à tort d'ailleurs) Bakounine de ne pas partager l'avis selon lequel “le pouvoir d'État n'est rien d'autre que l'organisation que les classes dominantes : propriétaires fonciers et capitalistes, se sont donnée pour préserver leurs privilèges”.

On peut concevoir qu'épisodiquement, “par exception” comme dit Engels, la classe dominante abdique momentanément son contrôle. Mais on nous indique bien que

la bourgeoisie, aussi bien en Angleterre qu'en France, n'a quasiment pas détenu le pouvoir (deux ans en France), et en Allemagne pas du tout ; et que d'autre part cette bourgeoisie est une classe déclinante, idée qui est exprimée à de multiples reprises.

L'exclusion de la bourgeoisie de l'exercice du pouvoir politique à son propre profit n'est donc pas un phénomène circonstanciel. C'est une constante du capitalisme.

Selon les textes de Marx et d'Engels auxquels on se réfère, l'État apparaît comme un simple appareil de répression au service de la classe dominante, ou comme une structure ayant sa logique propre et qui tend à s'autonomiser.

Cependant, le point de vue de Marx et d'Engels sur l'État ne peut pas se limiter à des réductions simplistes (sauf quand ils polémiquent avec Bakounine).

L'État se constitue indépendamment des classes sociales et de la lutte des classes (*l'Anti-Dühring*), en dehors des déterminismes qui aboutissent à la formation des classes. L'État résulte des déchirements internes de la société (*Idéologie allemande*). En dehors du facteur économique (appropriation des moyens de production), il y a le facteur politique (monopole de gestion des intérêts communs) qui est l'élément moteur de la constitution de l'État. Comme la vie sociale se complique, la société "se trouve de plus en plus incapable de s'en passer" (*l'Anti-Dühring*) et finalement l'État acquiert une relative autonomie par rapport à la société. Ce n'est pas la classe "économiquement dominante" qui crée l'État. L'État est "issu de la société". Il n'est pas qu'un instrument de répression, il est aussi un outil de médiation et de gestion.

En fait, un lecteur de Marx qui en serait resté au contenu du *Manifeste* — qui ne contient aucune analyse réelle de la notion d'État — aurait été incapable de comprendre trois ans plus tard

l'avènement de Louis-Napoléon Bonaparte. Dans *le 18 Brumaire* Marx va élaborer l'idée d'autonomisation relative de l'État, et il reprendra l'idée qu'il avait émise dans *Critique de la philosophie de l'État de Hegel* : l'État est la propriété privée de la bureaucratie.

Après avoir très schématiquement établi que la théorie de l'État chez les fondateurs du socialisme "scientifique" ne pouvait pas être schématisée, on peut donc s'étonner des railleries simplistes d'Engels contre Bakounine :

"Bakounine croit que c'est l'État qui a créé le capital et que le Capitaliste ne possède son capital que par la grâce de l'État. Puisque le mal principal c'est l'État, pense-t-il, il faut le supprimer en premier lieu ; ensuite le capital disparaîtra bien tout seul..". (*Lettre à Th. Cuno*, 24.1.1872)

D'abord Bakounine n'a jamais été aussi schématique. Ensuite Engels lui-même, lorsqu'il ne raille pas ses adversaires, parvient à des conclusions extrêmement proches :

"Pour la défense des intérêts communs, la société a créé, originairement par simple division du travail, ses organes propres. Mais ces organismes dont le sommet est constitué par le pouvoir d'État, se sont avec le temps mis au service de leurs propres intérêts, et de serviteurs de la société ils en deviennent les maîtres". (*Préface à la Commune de Paris*).

L'État n'est plus simplement, comme le définit *l'Idéologie allemande*, "la forme où les individus d'une classe dominante font valoir leurs intérêts communs". C'est la société tout entière, toutes les classes sociales qui s'aliènent dans une puissance qui leur est extérieure et qui s'autonomise par rapport à la société. La politique ne se réduit pas à une simple correspondance subordonnée à l'économique.

Si comme l'ont constaté à la fois Bakounine, Marx et Engels, il y a une distorsion entre les forces économiques réelles de la société et la sphère politique, il y a donc une force motrice qui ne se réduit pas à l'économique. Une classe sociale peut ainsi se donner un gouvernement qui ne correspond pas à sa réalité économique, comme le montre l'élection de Louis-Napoléon Bonaparte.

Voyons maintenant le point de vue bakouninien. Dans la lettre à Théodore Cuno citée, Engels dit: "Nous disons au contraire : supprimer le capital, la concentration des moyens de production entre les mains d'un petit nombre, et l'État tombera de lui-même."

Bakounine, l'expérience historique aidant, constate au contraire que : "Le joug de l'État a prévalu contre toutes les révoltes populaires." Toutes tentatives de modification des rapports de production se heurtera à la force étatique ou à la logique de l'État si on a la naïveté de vouloir transformer l'infrastructure économique en prenant le contrôle de l'État.

La destruction de l'État ne peut résulter d'une simple modification des rapports de production, elle ne peut survenir que par une attaque frontale. En ce sens les anarchistes se montrent donc plus politiques que les marxistes.

L'État, dit Bakounine, a abouti à une double résultante : l'asservissement forcé des masses ; la servitude intéressée et par conséquent plus ou moins volontaire des classes privilégiées. Jusqu'ici les révolutions n'ont été que "la lutte de ces classes entre elles pour la jouissance exclusive des privilèges garantis par l'État, la lutte pour la domination et l'exploitation des masses".

Force extérieure à la société civile, l'État est donc une structure dans laquelle s'aliènent toutes les classes de la société et qui est mue par une logique propre qui la pousse à

s'autonomiser. Pourtant Bakounine se défend des déformations simplistes et polémistes qu'on a données de ses conceptions.

“Je sais fort bien que les sociologues de l'école de M. Marx, tels que M. Engels vivant, tels que feu Lassalle par exemple, m'objecteront que l'État ne fut point la cause de cette misère, de cette dégradation et de cette servitude des masses ; que la situation misérable des masses, aussi bien que la puissance despotique de l'État, furent au contraire, l'une et l'autre, les effets d'une cause plus générale, les produits d'une phase inévitable dans le développement économique de la société... Matérialistes et déterministes, comme M. Marx lui-même, nous aussi nous reconnaissons l'enchaînement fatal des faits économiques et politiques dans l'histoire”. (*Écrits contre Marx*).

Dans leur théorie de l'État, Marx et Engels n'iront cependant pas plus loin que la reconnaissance de l'autonomisation relative de l'État. Bakounine ira plus loin. Considérant comme un acquis — bien que restant critique — les travaux économiques de Marx, on peut dire que Bakounine commence l'analyse de l'État là où Marx s'arrête.

Démentant les insinuations concernant son mépris des problèmes économiques, Bakounine fonde dans *Étatisme et anarchie* sa théorie de l'État moderne sur l'analyse du niveau de développement du capitalisme. Le capital industriel et le capital bancaire ont besoin pour se développer des grandes centralisations étatiques “qui, seules, sont capables de soumettre à leur exploitation les millions et les millions de prolétaires de la masse populaire”. (Bakounine, *Étatisme et anarchie*.)

Le capitalisme développé s'accommode parfaitement de la démocratie représentative, car cette “structure moderne de l'État” réunit deux conditions préalables nécessaires :

- La centralisation étatique;
- L’assujettissement du peuple à un système qui lui donne l’illusion de le représenter.

L’industrie capitaliste et la spéculation bancaire — la seconde finissant par absorber la première — “doivent élargir sans cesse leur champ d’activité au détriment de la petite spéculation et de la petite industrie condamnées à être dévorées par elles.”

L’État moderne suit une même dialectique vers l’extension de son champ et le renforcement de son pouvoir. Il porte en lui “l’irrésistible aspiration à devenir un État universel”.

Cette tendance est renforcée par la décomposition interne du monde bourgeois et par la montée du prolétariat. La guerre de 1870 a mis en relief “La peur ignominieuse et la trahison généralisée de la moyenne partie de la classe bourgeoise, qui préfère mille fois se soumettre aux Prussiens plutôt que de confier des armes au prolétariat.” (*Étatisme et anarchie*).

L’insurrection de la Commune de Paris ayant proclamé la “rupture de l’unité étatique de la France”, conduisit à sa répression féroce d’abord, puis à travers toute l’Europe, à un renforcement du pouvoir d’État, de “l’ordre étatique, juridique, métaphysique, théologien et militaire-policier, considéré comme le dernier rempart qui protège à l’heure actuelle le précieux privilège de l’exploitation économique”.

Le fossé entre le monde bourgeois et le monde ouvrier s’est accru, c’est-à-dire l’antagonisme des classes, mais le combat final se situera en réalité entre classe ouvrière et État, “dernier rempart” du capitalisme sans la protection duquel la bourgeoisie est impuissante. L’État n’est pas un organe réactionnaire parce que c’est la bourgeoisie qui le dirige, il est tel par sa constitution même : l’État c’est l’organisation de classe de la bourgeoisie.

“Ainsi, d’une part l’État, d’autre part la révolution sociale, tels sont les deux pôles dont l’antagonisme forme l’essence même de la vie sociale actuelle sur tout le continent européen.” (*Étatisme et anarchie*).

Dans la mesure où l’on considère l’État avant tout comme une superstructure, comme une superstructure relativement “neutre” quant à son contenu de classe, et pouvant être utilisé indistinctement par n’importe quelle classe, on conçoit la stratégie politique du marxisme.

Au contraire, pour Bakounine l’État n’est pas une instance neutre, il a un caractère de classe précis : c’est l’organisation de classe de la bourgeoisie.

Le mot d’ordre de destruction de l’État ne procède donc pas d’une affirmation abstraite de priorité des déterminismes politiques sur les déterminismes économiques. Bakounine pense ces déterminismes précisément d’une manière dialectique, c’est-à-dire en inter-relation constante.

Le mot d’ordre de destruction de l’État procède de l’analyse de celui-ci comme gardien et gestionnaire des moyens de production de la société bourgeoise : fonctions à la fois politiques et économiques, inséparablement.

Marx avait entrevu le phénomène de concentration totale du pouvoir économique et politique entre les mains de l’État. Dans le *Capital* Livre III, 6^e section, il évoque l’hypothèse où les “producteurs directs” ont à affronter non des propriétaires particuliers mais l’État, qui est “à la fois propriétaire et souverain” (souligné par moi). “Ici, dit Marx, c’est l’État qui est le propriétaire souverain, et la souveraineté n’est elle-même que la concentration de la propriété foncière à l’échelle nationale.” Malheureusement, ce cas n’est abordé qu’en passant et se réfère à des formes économiques primitives, “comme c’est le cas en Asie”... Pas à la société moderne.

La sociologie politique de Bakounine envisage le problème du “capitalisme d’État” de façon beaucoup plus explicite, comme une forme possible de développement de la société capitaliste. Dans ses *Lettres aux Internationaux du Jura* (mai 1869) il dit en effet :

“L’État a toujours été le patrimoine d’une classe privilégiée quelconque : classe sacerdotale, classe nobiliaire, classe bourgeoise... classe bureaucratique à la fin, lorsque toutes les autres classes s’étant épuisées, l’État tombe ou s’élève, comme on voudra, à la condition de machine...”

Dans *Écrits contre Marx*, Bakounine nous dit que la base sociale de la bureaucratie, cette “quatrième classe gouvernementale” qui est appelée à succéder à la bourgeoisie, non pas inévitablement mais “si l’on y met ordre”, est constituée de “la couche supérieure, la plus civilisée et la plus aisée du monde ouvrier, cette couche d’ouvriers quasi-bourgeois dont ils [les marxistes] veulent précisément se servir pour constituer leur quatrième classe gouvernementale, et qui est vraiment capable d’en former une si l’on y met de l’ordre dans l’intérêt de la grande masse du prolétariat.”

Bakounine parvient à cette conclusion par l’analyse de la société contemporaine, mais aussi par une réflexion sur l’évolution des classes sociales dans l’histoire. Sa théorie de la classe sacerdotale du moyen âge, développée dans *Trois Conférences* vaut d’être mentionnée car elle fournit une lumière inattendue sur le problème de la bureaucratie soviétique. En effet, on a là un précédent historique présentant de nombreuses analogies avec la bureaucratie soviétique : une classe dominante sans titres individuels de propriété mais possédant de façon oligarchique les moyens de production, gouvernant par un appareil centralisé dont la structure est

strictement hiérarchisée et qui se reproduit par absorption des élites de la société.

Quant à la classe bureaucratique moderne, Bakounine en voyait les prémisses dans la théorie de Marx et d'Engels.

En définitive c'est Engels qui apparaît comme un naïf utopiste lorsqu'il dit dans *l'Anti-Dühring* que le premier acte par lequel l'État apparaît réellement — la prise de possession des moyens de production au nom de la société — est en même temps “son dernier acte en tant qu'État”, car ce premier acte est justement celui par lequel l'État se rend totalement indépendant.

Dans le système marxiste, dit Bakounine :

“Il n'y aura donc plus de classes, mais un gouvernement et, remarquez-le bien, un gouvernement excessivement compliqué, qui ne se contentera pas de gouverner et d'administrer les masses politiquement, comme le font tous les gouvernements aujourd'hui, mais encore les administrera économiquement, en concentrant en ses mains la production et la juste répartition des richesses, la culture de la terre, l'établissement et le développement des fabriques, l'organisation et la direction du commerce, enfin l'application du capital à la production par le seul banquier, l'État. (...) Il y aura une nouvelle classe, une hiérarchie nouvelle de savants réels et fictifs, et le monde se partagera en une minorité dominant au nom de la science, et une immense majorité ignorante.” (*Écrits contre Marx*).

Ce passage souvent cité de Bakounine est habituellement accompagné de l'épithète “prophétique”. Il n'y a rien de “prophétique” car le mot laisse entendre que son auteur aurait eu, en passant et par hasard, une inspiration aussi subite que mystérieuse. Or l'opinion de Bakounine est fondée au contraire

sur des éléments bien concrets : une profonde connaissance de l'histoire, de la société contemporaine et des hommes.

Il est étonnant qu'avec les outils théoriques qu'ils avaient élaborés — en particulier la théorie de la concentration du capital — Marx et Engels n'aient pas envisagé que l'étatisation totale des moyens de production constituait justement le stade suprême de la concentration du capital, non le début de la dissolution de l'État.

Marx et Engels disposent de tous les éléments nécessaires pour parvenir à une théorie conséquente de l'État. La mauvaise foi évidente de leurs critiques contre Bakounine sur ce sujet — attestée par le fait que lorsqu'ils ne polémiquaient pas ils avaient parfois des points de vue proches de ceux de Bakounine — et surtout la hargne qu'ils ont montrée à l'encontre de leur adversaire conduisent à penser qu'ils craignaient avant tout que les thèses de Bakounine n'apparaissent trop convaincantes aux yeux des travailleurs. Surtout, ils craignaient que les conclusions d'une théorie conséquente de l'État ne s'imposent de façon trop évidente : rejet de l'électoratisme, rejet de la stratégie de prise du pouvoir d'État.

LA QUESTION DES DÉTERMINISMES

La concentration de l'autorité politique et du pouvoir économique dans une instance qui se substitue à la classe ouvrière ne peut aboutir à une transformation révolutionnaire de la société : cela équivaut au contraire à créer une force réactionnaire hostile à toute innovation sociale.

Bakounine ne nie pas, contrairement à ce que Marx et Engels ont voulu lui faire dire, que le fondement réel de la société se trouve dans son organisation socio-économique, idée que Marx n'a pas inventée.

A de multiples reprises Bakounine confirme son adhésion à ce principe. Marx, reconnaît-il dans *Étatisme et anarchie* a “exprimé et démontré cette vérité indubitable” que le facteur économique précède toujours le droit juridique et politique. Marx comme penseur est dans la bonne voie, dit-il encore dans la lettre *Aux frères de l’Alliance en Espagne* (1872) :

“Il a établi comme principe que toutes les évolutions politiques, religieuses et juridiques dans l’histoire sont non les causes mais les effets des évolutions économiques. C’est une grande et féconde idée qu’il n’a pas absolument inventée, elle a été entrevue, exprimée en partie, par bien d’autres que lui...”

Cependant, l’école marxiste a pris comme base de ses théories un principe “qui est fondamentalement vrai lorsqu’on le considère sous son vrai jour, c’est-à-dire à un point de vue relatif”, mais qui devient complètement faux lorsqu’on en fait l’unique fondement de tous les autres principes. (*L’Empire knouto-germanique*).

En effet, Marx méconnaît un fait important : si les représentations humaines, individuelles ou collectives ne sont que les produits de faits réels (“tant matériels que sociaux”), elles finissent par modifier à leur tour “les rapports des hommes dans la société”. (*Dieu et l’État*). Si le tempérament de chaque peuple est déterminé par une multitude de causes ethnographiques, climatiques, économiques, historiques, ce tempérament une fois donné peut alors exercer “en dehors et indépendamment des conditions économiques de chaque pays, une influence considérable sur ses destinées et même sur le développement de ses forces économiques”. (*Lettre au journal “la Liberté”*).

“L’État politique est toujours le produit et l’expression de la situation économique ; pour changer le premier il faut transformer cette dernière. Tout le secret des évolutions historiques, selon M. Marx, est là. Il ne tient aucun compte des autres éléments de l’histoire, tels que la réaction, pourtant évidente, des institutions politiques, juridiques et religieuses sur la situation économique. Il dit : “La misère produit l’esclavage politique, l’État.” Mais il ne permet pas de retourner cette phrase et de dire : “L’esclavage politique, l’État, produit à son tour et maintient la misère comme une condition de son existence ; de sorte que pour détruire la misère, il faut détruire l’État.” (*Lettre à “la Liberté”*).

Si on fait sienne l’interprétation très généralement admise du marxisme encore aujourd’hui (exclusivité du déterminisme économique), l’anarchisme apparaît comme une théorie qui cerne de façon plus complète et précise la notion de l’État. Si on admet, comme une étude plus approfondie des textes le montre et comme une autocritique d’Engels à la fin de sa vie le prouve — un marxisme plus proche de l’anarchisme sur la nature de l’État — on peut lui reprocher de ne pas en tirer les conclusions politiques : l’État ne peut en aucun cas être un instrument d’émancipation de la classe ouvrière. Or, on ne peut pas reprocher aux fondateurs du socialisme “scientifique” de ne pas avoir compris l’enjeu du débat.

En effet, Engels dit :

“Comme l’Internationale de Bakounine ne doit pas être faite pour la lutte politique mais pour pouvoir, à la liquidation sociale, remplacer tout de suite l’ancienne organisation de l’État, elle doit se rapprocher le plus possible de l’idéal bakouniniste de la société future.” (*Lettre à Th. Cuno*).

Ce passage est important car il montre qu'au-delà des déformations polémiques, Engels — et on le suppose Marx — avaient compris le fond de la pensée de Bakounine et qu'ils le rejetaient en connaissance de cause. Car Engels dit ceci :

1. — L'organisation révolutionnaire des travailleurs selon Bakounine doit être constituée selon un mode d'organisation le plus proche possible de celui de la société que les travailleurs veulent édifier.

2. — Car ainsi les travailleurs pourront sans transition mettre en place leur propre organisation de la société.

En somme, l'organisation de classe des travailleurs, qui est leur instrument de combat sous le capitalisme, constitue également le modèle de l'organisation politique de la société après la révolution et c'est ce que signifie l'expression : destruction de l'État, acte politique s'il en fut.

Cette organisation de classe regroupe les individus en tant que travailleurs, sur leur lieu de travail d'une part, et dans une structure interprofessionnelle au niveau de leur localité, d'autre part. Cette double structure, verticale et horizontale, se développe sur un modèle fédératif jusqu'au niveau national et international.

Alors que la bourgeoisie, classe dominée sous l'ancien régime, a commencé à développer les racines économiques du capitalisme dès l'époque féodale, puisqu'elle détenait les moyens de production, le prolétariat sous le régime capitaliste ne peut développer aucune racine économique sur laquelle s'appuyer. Les seuls atouts dont il dispose sont sa conscience de classe ; sa combativité ; son organisation.

La base objective du socialisme sous le régime capitaliste c'est *l'organisation* de la classe ouvrière et c'est cette organisation qui se substituera à l'État. Cette organisation est

donc antinomique avec le système des partis politiques puisque ces derniers visent à *prendre* le pouvoir d'État.

CONCLUSION

Il existe dans la théorie marxiste de l'État une "parenthèse" constituée par le livre de Marx sur la Commune de Paris (*la Guerre civile en France*). La Commune, dont le programme fédéraliste est un camouflet aux thèses de Marx devient, dans cette entreprise de récupération qu'est la *Guerre civile*, "la forme enfin trouvée sous laquelle il était possible de réaliser l'émancipation du travail."

"Voici la dictature du prolétariat", dira également Engels dans une préface de 1891 à *la Guerre civile*, ce qui ne l'empêche pas, *la même année*, dans sa critique du programme d'Erfurt, de dire que la république démocratique parlementaire était également "la forme spécifique de la dictature du prolétariat"...

Ce livre de Marx sera abondamment utilisé par les propagandistes marxistes pour présenter aux masses une théorie de l'État et de la dictature du prolétariat sous des couleurs fortement libertaires, en "oubliant" d'autres livres de Marx où le pouvoir est présenté sous la forme d'une république jacobine (*le Manifeste*) ou sous la forme d'une dictature ultra-centralisée sans représentation populaire (*18 Brumaire, les luttes des classes en France*).

Bakounine fera justice de cette "parenthèse" quasi-libertaire en disant que *la Guerre civile en France* est un "travestissement bouffon" par Marx de sa propre pensée.

Certains auteurs aujourd'hui cherchent à redorer le blason du marxisme en faisant passer Marx pour un théoricien de l'anarchisme. Maximilien Rubel, arguant que Marx avait en

prévision un *livre sur l'État*, et regrettant à plusieurs reprises qu'il n'ait pas eu le temps de l'écrire, affirme qu'il n'aurait pas manqué de contenir "la théorie de la société libérée de l'État".

D'autres auteurs, ou parfois les mêmes, veulent démarquer le marxisme de sa caricature stalinienne et insistent sur les textes où Marx se fait l'apôtre de l'abolition de l'État:

"Tous les socialistes entendent par anarchie ceci : le but du mouvement prolétaire, l'abolition des classes, une fois atteint, le pouvoir de l'État (...) disparaît et les fonctions gouvernementales se transforment en de simples fonctions administratives." (*Marx : les Prétendues Scissions*).

Mais c'est probablement Engels qui résume le plus clairement la portée réelle que les marxistes donnent au mot d'ordre de l'abolition de l'État :

"Pour ce qui est de l'abolition de l'État, c'est une vieille phrase philosophique allemande dont nous avons beaucoup usé lorsque nous étions des blancs-becs." (*Engels : Lettre à Cafiero*, 1er juillet 1871)

Engels, le "gaffeur"...

E. V.

BAKOUNINE ET LA POLITIQUE.....	6
UNE POLITIQUE "NÉGATIVE".....	12
BAKOUNINE, MARX, ENGELS, L'ÉTAT.....	18
LA QUESTION DES DÉTERMINISMES.....	28
Conclusion.....	32